



ILLE-ET-VILAINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°35-2023-181

PUBLIÉ LE 27 SEPTEMBRE 2023

Sommaire

Direction Départementale des Territoires et de la Mer /

35-2023-09-21-00009 - 230924 APPS ClosDuRos RozLandrieu (8 pages) Page 3

Préfecture d'Ille-et-Vilaine / DCTC

35-2023-09-26-00003 - Arrêté préfectoral du 26 septembre 2023 portant création de la commune nouvelle "La Chapelle Fleurigné" à compter du 1er janvier 2024 (3 pages) Page 12

35-2023-09-15-00011 - Arrêté relatif à la part communale accise électricité- année 2023 (5 pages) Page 16

35-2023-09-15-00010 - Arrêté relatif à la part départementale de l'accise sur l'électricité- année 2023 (1 page) Page 22

Rectorat de Rennes /

35-2023-09-26-00002 - arrêté rectoral-nomination membres de la commission de contrôle des opérations électorales - conseils EPSCP région académique Bretagne (2 pages) Page 24

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

35-2023-09-21-00009

230924 APPS ClosDuRos RozLandrieu



ARRÊTÉ
portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du
code de l'environnement relatif à l'aménagement du lotissement "Clos sur Ros" sur la
commune de Roz-Landrieux

Bénéficiaire : Commune de Roz-Landrieux

Le Préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, R.214-1 et R.214-39 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine ;

Vu la décision du 22 août 2023 du DDTM portant subdélégation de signature à M. Benoît ARCHAMBAULT, Chef du service eau et biodiversité de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 du préfet de la région Centre, coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) des Bassins Côtiers de la région de Dol de Bretagne, adopté par la Commission Locale de l'Eau le 16 septembre 2015 et approuvé par arrêté préfectoral le 6 octobre 2015 ;

Vu le Guide Départemental de prescriptions relatif au rejet d'eaux pluviales pour les installations soumises à déclaration Loi sur l'Eau et adopté par le Conseil Départemental d'Hygiène le 05 septembre 2000 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 2004 portant prescriptions spécifiques à déclaration concernant l'exploitation de la station d'épuration communale de ROZ-LANDRIEUX ;

Vu le dossier de déclaration au titre des articles R.214-1 et R.214-32 et suivants du code de l'environnement déposé par voie dématérialisée le 06 juin 2023 et présenté par la commune de Roz-Landrieux, enregistré sous le numéro DIOTA-230606-114530-058-008 relatif au projet de Lotissement Clos sur Ros sur la commune de Roz-Landrieux ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement transmis à la commune de Roz-Landrieux, en date du 24 août 2023 ;

Vu les observations formulées par la commune de Roz-Landrieux sur ce projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L.211-1 du Code de l'environnement, des prescriptions sont nécessaires pour définir les mesures qui permettront de limiter l'impact des travaux sur le milieu et les mesures de suivi s'y rapportant ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'orientation 8B du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne, pour tout projet susceptible d'avoir un impact sur une zone humide, le bénéficiaire doit proposer, en priorité, des mesures d'évitement, si l'évitement n'est pas possible, des mesures de réduction de ces impacts et en troisième lieu, des mesures de compensation à la destruction et la perte de fonctionnalité d'une zone humide ;

CONSIDÉRANT qu'en application de la disposition 8B1 du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne 2022-2027 dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités avec une équivalence sur le plan fonctionnel, sur le plan de la qualité de la biodiversité et dans le bassin versant de la masse d'eau concernée par l'impact ; à défaut, la compensation porte sur une surface au moins égale à 200 % de la surface supprimée sur le même bassin versant ou dans le bassin versant d'une masse d'eau à proximité ;

CONSIDÉRANT que l'inventaire des zones humides produit par le bénéficiaire du présent arrêté met en évidence la présence d'une superficie de 930 m² de zone humide au sein de l'emprise du projet ;

CONSIDÉRANT que le bénéficiaire du présent arrêté a décidé de préserver 740 m² de zone humide dans le cadre de son projet d'aménagement, tel que prévu par la mesure d'évitement définie par l'article 3.1 du présent arrêté ; tout ou partie des parcelles concernées situées en zone humide ont été rendues inconstructibles ;

CONSIDÉRANT que le bénéficiaire du présent arrêté maintient l'alimentation a décidé de la zone humide préservée, tel que prévu par la mesure de réduction définie par l'article 3.2 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'incidence résiduelle du projet sur la zone humide après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction des impacts porte sur la destruction d'une zone humide sur une superficie de 190 m², tel que prévu par la mesure de compensation définie par l'article 3.3 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté définies par son article 3 permettent ainsi de préciser les mesures d'évitement, de réduction et de compensation à la destruction d'une zone humide et leurs modalités de suivi ;

CONSIDÉRANT que les impacts sur la zone humide seront immédiats lors de la réalisation des travaux ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires à la destruction de zone humide sont à réaliser avant toute destruction ;

CONSIDÉRANT que les eaux usées du lotissement « Clos sur Ros » sur la commune de Roz-Landrieux seront traitées à la station communale, puis rejetées dans le Biez Jean ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de la station d'épuration de la commune de Roz-Landrieux est réglementée par l'arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques du 23 avril 2004, pour une capacité nominale de 700 EH ;

CONSIDÉRANT que l'analyse en cours de la conformité du système d'assainissement de Roz Landrieux sur les données en 2022 démontre que :

- des surcharges hydrauliques sont constatées ;
- le débit de rejet autorisé n'est pas toujours respecté ;
- les sous-produits doivent être transmis au format SANDRE (S17 ou S9) ;
- un plan d'actions complété d'un échéancier pour lutter contre les surcharges hydrauliques n'a pas encore été réalisé ;
- une bathymétrie sur les bassins de lagunage est à prévoir.

CONSIDÉRANT que l'article R.214-39 du Code de l'environnement dispose que le préfet peut imposer par arrêté toutes prescriptions spécifiques à la déclaration, sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L. 214-3, nécessaires au respect de l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de conditionner, tel que prévu par l'article 5 du présent arrêté, le raccordement du nouveau lotissement « Clos sur Ros » au système d'assainissement communal, à la levée des non-conformités relevées au niveau du système d'assainissement communal ;

CONSIDERANT que les prescriptions de l'article 5 du présent arrêté permettent de s'assurer de la capacité de la station d'épuration à traiter les charges organiques et hydrauliques supplémentaires générées par le raccordement du nouveau lotissement du « Clos sur Ros » sur la commune de Roz-Landrieux ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille et Vilaine ;

ARRÊTE

Titre I – Objet de la déclaration

Article 1 – Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Commune de Roz-Landrieux dénommée « bénéficiaire » de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant les travaux d'aménagement du lotissement du « Clos sur Ros » sur la commune de Roz-Landrieux.

Ce projet entre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : (A) 2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : (D)	Déclaration (surface interceptée de 1,40 ha)	<i>Guide départemental de prescriptions adopté par le CDH le 05 septembre 2000</i>

Titre II – Prescriptions techniques

Article 2 – Prescriptions générales

De manière générale, les travaux prévus devront respecter :

- les prescriptions du Code de l'environnement, en particulier l'article L.211-1, fixant les objectifs d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- les principes et les objectifs du SDAGE Loire Bretagne.

Le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions générales définies dans le guide départemental dont la référence est indiquée dans le tableau ci-dessus et dont copie est jointe au présent arrêté, ainsi que les valeurs et engagements annoncés dans le dossier de déclaration numéro DIOTA-230606-114530-058-008 dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 – Prescriptions spécifiques à la protection des zones humides

3-1 Mesures d'évitement

Le projet permet de préserver 740 m² de zones humides se situant en fond de parcelle privée. Ces fonds de lots en zones humides seront classés comme non constructibles. Cette donnée sera inscrite sur les plans de vente et dans le règlement du lotissement.

Le bénéficiaire, avant démarrage des travaux, devra mettre en défens l'intégralité de la zone humide préservée, interceptant le périmètre du projet, sous la forme d'un balisage visuel.

3-2 Mesures de réduction

La zone humide sauvegardée sera alimentée via les eaux de surface dans des conditions similaires à l'état actuel. La zone bénéficiera également d'un passage succinct visant à vérifier la préservation de la zone humide lors des mesures de suivi citées à l'article 3-4.

3-3 Mesures de compensation

Le bénéficiaire met en œuvre une mesure compensatoire sur une superficie totale de 6 837 m² sur deux parcelles (OL 326 et OL 327, de 3357 et 3480 m²) accueillant actuellement une ancienne peupleraie.

La mesure compensatoire consiste à dessoucher les peupliers, combler un fossé drainant et créer des mares en point bas.

Le bénéficiaire pourra se rapprocher du syndicat des bassins côtiers de Dol de Bretagne pour obtenir un appui technique pour la mise en œuvre de cette mesure compensatoire.

3-4 Mesures de suivi

Le bénéficiaire du présent arrêté préfectoral réalisera un suivi écologique avec des passages pluriannuels à N + 1, N + 3, N + 5 et N + 10. Les rapports de suivis devront être transmis par le bénéficiaire du présent arrêté au service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille et Vilaine.

Des mesures correctives pourront toutefois être réalisées postérieurement à cette date butoir notamment si les aménagements réalisés ne retrouvent pas une fonctionnalité de zone humide dans un délai de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté .

3.5 – Fourniture des plans de récolement

Les plans de récolement des mesures compensatoires zones humides devront être transmis par le bénéficiaire du présent arrêté au service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille et Vilaine dans un délai de 3 mois à compter de l'achèvement des travaux.

Article 4 – Prescriptions spécifiques à la gestion des eaux pluviales

Le projet comporte 6 bassins versants.

Le bénéficiaire réalisera quatre ouvrages aériens de gestion des eaux pluviales qui permettront de réguler une pluie d'occurrence décennale en respectant un débit de fuite de 3 l/s/ha. Ils seront équipés d'une surverse.

Les lots 1 et 2 auront une gestion à la parcelle afin de stocker et infiltrer 28 l/m²

Le bénéficiaire transmettra les plans de récolement des noues de rétention/infiltration, des massifs d'infiltrations et des ouvrages de collecte des eaux pluviales sur le domaine public au service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille et Vilaine dans un délai de 3 mois à compter de l'achèvement des travaux.

Les ouvrages de rétention et de traitement des eaux pluviales devront régulièrement être entretenus et curés dès que leur capacité de rétention et décantation ne sera plus assurée. Ces opérations (vérifications, entretien régulier, extraction des matières de décantation) devront être consignées sur un carnet d'entretien. Ce cahier devra pouvoir être constamment présenté aux agents des services de l'État, notamment ceux chargés d'une mission de contrôle au titre de la police de l'eau.

Article 5 – Prescriptions spécifiques relatives à la collecte et au traitement des eaux usées générées par la construction du lotissement du « Clos sur Ros »

Le bénéficiaire doit fournir avant le raccordement au réseau de collecte des eaux usées du système d'assainissement communal, du premier lot du nouveau lotissement « Clos sur Ros », objet de la présente déclaration, les documents suivants au service eau et biodiversité de la DDTM :

- un plan d'action et un échéancier des travaux visant à limiter les eaux parasites, en particulier dans les secteurs en amont de la station et au village de Vildé-Bidon ;
- une nouvelle bathymétrie des lagunes pour évaluer le niveau d'envasement ;
- les arrêtés d'autorisation de rejet d'assainissement assimilé domestique et non domestique de la ZAC "Les Vignes Chasles".

Par ailleurs, le bénéficiaire devra réaliser avant réception du réseau d'assainissement au sein du lotissement les contrôles suivants : tests de compactage de la tranchée, contrôle d'étanchéité et passage caméra du réseau (collecteur et branchements). Un contrôle des branchements assainissement et eaux pluviales devra aussi être réalisé avant raccordement.

Ces contrôles ont pour objectif de s'assurer de l'absence de rejet d'eaux usées dans le milieu naturel et l'absence d'arrivées d'eaux parasites à la station d'épuration.

Les rapports liés à ces contrôles devront pouvoir être présentés au service eau et biodiversité dans le cas d'un contrôle de l'opération.

Article 6 – Dispositions à respecter pendant les travaux

Les remblais devront être évacués hors zone humide, zone inondable et zones sensibles (ZNIEFF, zone Natura 2000...). Cette information devra être communiquée à l'ensemble des intervenants lors de la phase travaux par le bénéficiaire (maître d'œuvre, entreprises...).

En cas d'évacuation des déblais, le lieu de dépôt devra être précisé au service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille-et-Vilaine.

Tous les déchets produits sur le chantier seront stockés dans des bennes et évacués par des sociétés spécialisées conformément à la réglementation en vigueur.

Aucun entretien de véhicule ou d'engin de travaux publics ne devra être réalisé sur le chantier en dehors d'une aire aménagée à cet effet et qui devra être située le plus loin possible des cours d'eau et des zones humides.

Aucun stockage ou brûlage de produits dangereux ne pourra être fait.

Le bénéficiaire devra réaliser les bassins de rétention et la mesure compensatoire à la destruction de zone humide, en premier dans l'ordre des travaux. Des dispositifs provisoires de type filtre en bottes de paille ou géotextile seront mis en place afin d'éviter tout départ de matières en suspension vers le milieu naturel en période pluvieuse pendant la phase travaux.

Titre III – Dispositions générales

Article 7 – Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 8 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

D'une façon générale, l'aménagement devra être conforme à celui prévu dans le projet. Les équipements annexes pourront être renforcés mais ne pourront en aucun cas être supprimés ni allégés. Il en est de même de toutes préconisations contenues dans le dossier.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'un nouveau dossier Loi sur l'Eau en application de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Article 9 – Durée de l'autorisation administrative

Les travaux liés à l'ensemble du projet, objet du présent arrêté, devront être terminés dans un délai de dix ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitation des aménagements réalisés est accordée sans limitation de durée.

Article 10 – Début et fin des travaux – Mise en service

Le bénéficiaire doit informer, dans un délai minimal de 15 jours, le service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille et Vilaine, instructeur du présent dossier, ainsi que l'Office Départemental de la Biodiversité (sd35@ofb.gouv.fr), des dates de démarrage et de fin de travaux.

Article 11 – Déclaration des accidents ou incidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le bénéficiaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 12 – Transfert de bénéficiaire

Lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité, conformément à l'article R214-40-2 du code de l'environnement.

Article 13 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 15 – Publication et information des tiers

Le présent arrêté est notifié à la commune de Roz-Landrieux.

En application de l'article R. 214-37 du code de l'environnement :

- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Roz-Landrieux pendant une durée minimale d'un mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
- Une copie de cet arrêté est transmise à Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE des Bassins Côtiers de la région de Dol de Bretagne pour information.
- Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, pendant une durée minimale de six mois.

Article 16 – Voies et délais de recours

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 17 – Exécution

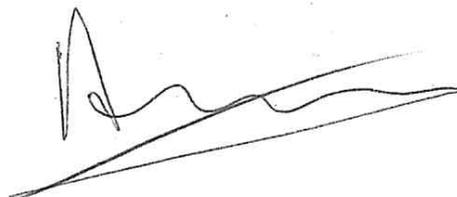
La commune de Roz-Landrieux en tant qu'exécutant,
Le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille et Vilaine,
Le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille et Vilaine,
Le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité d'Ille et Vilaine,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À RENNES, le **21 SEP. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur départemental des Territoires et de la Mer et par
subdélégation
Le Chef du Service Eau et biodiversité

Benoît ARCHAMBAULT



Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2023-09-26-00003

Arrêté préfectoral du 26 septembre 2023
portant création de la commune nouvelle "La
Chapelle Fleurigné" à compter du 1er janvier
2024

ARRÊTÉ
portant création de la commune nouvelle de
« La Chapelle Fleurigné »
à compter du 1^{er} janvier 2024

Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2113-1 et suivants, les articles L. 2221-4 et suivants ainsi que l'article L. 1412-1 ;

Vu la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle pour des communes fortes et vivantes ;

Vu le décret n° 2014-177 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons d'Ille-et-Vilaine ;

Vu les délibérations concordantes du 7 septembre 2023 des conseils municipaux de La Chapelle-Janson et de Fleurigné sollicitant la création de la commune nouvelle « La Chapelle Fleurigné », au 1^{er} janvier 2024 ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 29 juin 2023 ;

Vu l'avis du 25 septembre 2023 du directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant que les communes de La Chapelle-Janson et de Fleurigné sont contiguës et relèvent du même canton ;

Considérant que les communes de La Chapelle-Janson et de Fleurigné sont intégrées dans le même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté d'agglomération de Fougères-Agglomération ;

Considérant la volonté unanime des conseils municipaux qui se sont prononcés pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes concernées ;

Considérant que les conditions fixées par le CGCT pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est créée, à compter du 1^{er} janvier 2024, dans l'arrondissement de Fougères-Vitré, une commune nouvelle en lieu et place des communes de La Chapelle-Janson et de Fleurigné.

Article 2 : La commune nouvelle prend le nom de « **La Chapelle Fleurigné** ».

Son siège est fixé à la mairie de La Chapelle-Janson. La mairie de la commune nouvelle est fixée :
15 rue du Relais, La Chapelle-Janson, 35133 La Chapelle Fleurigné.

Article 3 : Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 2410 habitants pour la population municipale et à 2463 habitants pour la population totale (chiffres du recensement de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques en vigueur au 1^{er} janvier 2023).

Article 4 : À compter de sa création et durant la période transitoire jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la commune nouvelle sera administrée par un conseil municipal constitué dans les conditions fixées par l'article L. 2113-7 du CGCT, comprenant l'ensemble des membres en exercice des conseils municipaux des communes historiques de La Chapelle-Janson et Fleurigné.

Lors de sa première séance, le conseil municipal de la commune nouvelle élira le maire et les adjoints.

Article 5 : Sont instituées au sein de la commune nouvelle, les communes déléguées de La Chapelle-Janson et de Fleurigné qui reprennent le nom et les limites territoriales des anciennes communes. Chaque commune déléguée dispose de plein droit :

- d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ; toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes, en fonction au moment de la création de la commune nouvelle, deviennent de droit maires délégués ;

- d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Par dérogation, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, un maire délégué peut être maire de la commune nouvelle.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut également décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, la création dans chaque commune déléguée d'un conseil de la commune déléguée, composé du maire délégué et de conseillers communaux dont il fixe le nombre, désignés par le conseil municipal parmi ses membres. Le conseil municipal peut également désigner parmi les conseillers communaux un ou plusieurs adjoints au maire délégué, dans la limite de 30 % du nombre total des conseillers communaux.

Article 6 : La création de la commune nouvelle entraînera sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de La Chapelle-Janson et Fleurigné. Les contrats seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants seront informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle.

Les biens, droits et obligations des communes actuelles seront dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

La commune nouvelle sera substituée aux communes La Chapelle-Janson et Fleurigné dans les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes dont ces communes étaient membres :

- Communauté d'agglomération de « Fougères Agglomération »
- Syndicat intercommunal de voirie du canton de Fougères Nord élargi
- Syndicat mixte départemental d'énergie 35 (SDE 35)

Article 7 : L'intégralité de l'actif et du passif des communes de La Chapelle-Janson et de Fleurigné sera transférée à la commune nouvelle.

Article 8 : Le comptable assignataire sera le responsable du service de gestion comptable de Fougères.

Article 9 : Les personnels en fonction dans les communes de La Chapelle-Janson et de Fleurigné relèveront de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3^e alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 10 : Afin d'assurer la continuité des services et l'exercice des compétences, les budgets annexes des communes historiques seront créés en même temps que le budget principal de la commune nouvelle de «La Chapelle Fleurigné».

Il s'agit des budgets suivants :

LA CHAPELLE JANSON

- Budget annexe lotissement Les Coteaux 3 La Chapelle-Janson
- Budget annexe lotissement Les Rottes La Chapelle-Janson
- Budget annexe lotissement La Fromontière La Chapelle-Janson

FLEURIGNE

- Budget annexe lotissement Les Charmes Fleurigné
- Budget annexe lotissement du Maine Fleurigné
- Budget annexe lotissement du Haut Bourg Fleurigné

Cas particulier des CCAS : Concernant les CCAS, la création de la commune nouvelle a pour conséquence de faire disparaître les CCAS préexistants sur le territoire des communes fusionnées. Leurs biens seront repris par le nouveau CCAS conformément aux dispositions de l'article L. 123-4 du Code de l'action sociale et des familles. Le CCAS créé aura un budget à autonomie financière.

Article 11 : A compter du 1^{er} janvier 2024, les différentes régies existantes seront clôturées et de nouvelles régies seront instituées dans la commune nouvelle, malgré la mesure de substitution dans les droits et obligations liée à la création de la commune nouvelle.

Dans l'attente de leur création, il sera permis à la commune nouvelle de faire perdurer de manière transitoire les régies de recettes ou d'avances afin d'éviter toute rupture du service. Cette dérogation n'est accordée que pendant la période nécessaire à la mise en place des régies par la commune nouvelle, qui doit être opérée dans les meilleurs délais possibles à compter du 1^{er} janvier 2024 et selon les formes imposées par la réglementation en vigueur.

Article 12 : Des arrêtés ultérieurs détermineront, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 13 : Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-préfet de Fougères-Vitré, les Maires des communes de La Chapelle-Janson et de Fleurigné, le Directeur régional des Finances Publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Communauté d'agglomération de Fougères Agglomération, aux Présidents de syndicats dont chacune des communes formant la commune nouvelle est membre, au Président du conseil régional de Bretagne, au Président du conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, à la Présidente de la chambre régionale des comptes de Bretagne, au Directeur des archives départementales d'Ille-et-Vilaine, au Directeur de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et aux Chefs de services départementaux et régionaux de l'État. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'une mention au Journal Officiel de la République Française.

Rennes, le **26 SEP. 2023**

Pour le préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général par interim

Arnaud SORGE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai du recours contentieux, un recours gracieux auprès de mes services. Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la notification de ma réponse ou de la décision implicite de rejet née, à l'expiration d'un délai de deux mois, du silence gardé sur ce recours gracieux.

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2023-09-15-00011

Arrêté relatif à la part communale accise
électricité- année 2023



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
relatif à la part communale de l'accise sur l'électricité – année 2023**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu l'article 54 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

Vu le décret n° 2022-129 du 4 février 2022 relatif à la part communale et à la part départementale de l'accise sur l'électricité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Arnaud SORGE, secrétaire général adjoint de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

CONSIDÉRANT l'article D. 2333-7 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le montant de la part communale de l'accise sur l'électricité est notifié aux collectivités concernées par arrêté du préfet, à partir des éléments de calcul établis par la direction générale des finances publiques ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général adjoint de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Au titre de l'année 2023, le montant de la part communale de l'accise sur l'électricité alloué aux communes et au syndicat départemental d'énergie 35 est de vingt-trois millions cinq cent cinquante mille neuf cent vingt et un euros (23 550 921 €).

Article 2 : L'état ci-annexé précise pour chaque bénéficiaire la formule de calcul de la part communale allouée au titre de l'année 2023 conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Article 3 : L'état ci-annexé précise à titre indicatif la ventilation du montant de la part communale par commune lorsque le bénéficiaire est un EPCI ou le département.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif ou par voie dématérialisée sur le site www.citoyens.telerecours.fr dans le délai de 2 mois à compter de la publication de cet arrêté.

Article 5 : Le préfet d'Ille-et-Vilaine et le directeur départemental des finances publiques d'Ille-et-Vilaine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et dont copie sera adressée aux collectivités bénéficiaires.

Fait à Rennes, le **15 SEP. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général par intérim

Arnaud SORGE

Annexe : Montants de la part communale de l'accise sur l'électricité alloués aux communes, aux EPCI et au département d'Ille-et-Vilaine

Montant de l'accise 2023 =	Montant de l'accise 2022	X	Majoration automatique	X	Variation de l'IPC	(si (g) ≠ 8,5)
(e)	(f)		(h)		(i)	X 8,5
						Coefficient applicable en 2022 (g)

Code Commune	Libellé commune	Code bénéficiaire	Libellé bénéficiaire	Montant de l'accise 2023	Montant de l'accise 2022	Coefficient Applicable En 2022	Majoration Automatique (1 % ou 1,5%)	Variation De l'IPC
(a)	(b)	(c)	(d)	(h)	(f)	(g)	(h)	(i)
2	AMANLIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	29 913	29 150	8,5	1.010	1.016
3	ANDOUILLE-NEUVILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	16 290	15 875	8,5	1.010	1.016
4	VAL COUESNON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	165 904	161 675	8,5	1.010	1.016
5	ARBRISSEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	4 397	4 285	8,5	1.010	1.016
7	AUBIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 718	5 572	8,5	1.010	1.016
8	AVAILLES-SUR-SEICHE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	11 784	11 484	8,5	1.010	1.016
9	BAGUER-MORVAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 032	27 317	8,5	1.010	1.016
10	BAGUER-PICAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	45 298	44 143	8,5	1.010	1.016
13	BAINS-SUR-OUST	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	103 306	100 672	8,5	1.010	1.016
14	BAIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	104 239	101 582	8,5	1.010	1.016
15	BALAZE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	38 939	37 946	8,5	1.010	1.016
16	BAULON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	34 554	33 673	8,5	1.010	1.016
17	BAUSSAINE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 776	14 399	8,5	1.010	1.016
18	BAZOUGE-DU-DESERT (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 687	23 083	8,5	1.010	1.016
19	BAZOUGES-LA-PEROUSE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	55 391	53 979	8,5	1.010	1.016
21	BEAUCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	22 557	21 982	8,5	1.010	1.016
22	BECHEREL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	37 201	36 253	8,5	1.010	1.016
23	BEDEE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	104 298	101 639	8,5	1.010	1.016
25	BILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	18 430	17 960	8,5	1.010	1.016
26	BLERUAIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	2 023	1 971	8,5	1.010	1.016
27	BOISGERVILLY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	46 991	45 793	8,5	1.010	1.016
28	BOISTRUDAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	12 919	12 590	8,5	1.010	1.016
29	BONNEMAIN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	42 804	41 713	8,5	1.010	1.016
30	BOSSE-DE-BRETAGNE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 963	9 709	8,5	1.010	1.016
31	BOUEXIERE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	71 707	69 879	8,5	1.010	1.016
32	BOURGBARRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	82 831	80 719	8,5	1.010	1.016
33	BOURG-DES-COMPTES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	58 346	56 859	8,5	1.010	1.016
34	BOUSSAC (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	21 784	21 229	8,5	1.010	1.016
35	BOVEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	10 313	10 050	8,5	1.010	1.016
37	BREAL-SOUS-MONTFORT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	126 108	122 893	8,5	1.010	1.016
38	BREAL-SOUS-VITRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	54 446	53 058	8,5	1.010	1.016
39	BRECE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	43 445	42 337	8,5	1.010	1.016
41	BRIE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	30 315	29 542	8,5	1.010	1.016
42	BRIELLES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	13 798	13 446	8,5	1.010	1.016
44	BROULAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 466	6 301	8,5	1.010	1.016
45	BRUC-SUR-AFF	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	16 238	15 824	8,5	1.010	1.016
46	BRULAIS (LES)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	7 743	7 546	8,5	1.010	1.016
50	CARDROC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 957	9 703	8,5	1.010	1.016
52	CHAMPEAUX	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 323	8 111	8,5	1.010	1.016
54	CHANTELOUP	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	26 784	26 101	8,5	1.010	1.016
56	CHAPELLE-AUX-FILTZMEENS (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	13 847	13 494	8,5	1.010	1.016
57	CHAPELLE-BOUEXIC (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	24 956	24 320	8,5	1.010	1.016
58	CHAPELLE-CHAUSSEE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	20 147	19 633	8,5	1.010	1.016
60	CHAPELLE-DU-LOU-DU-LAC (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 559	17 111	8,5	1.010	1.016
61	CHAPELLE-ERBREE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	10 911	10 633	8,5	1.010	1.016
62	CHAPELLE-JANSON (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	31 331	30 532	8,5	1.010	1.016
63	CHAPELLE-SAINT-AUBERT (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 670	9 423	8,5	1.010	1.016
64	CHAPELLE-DE-BRAIN (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 698	17 247	8,5	1.010	1.016
65	CHAPELLE-THOUARULT (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	26 608	25 930	8,5	1.010	1.016
67	CHASNE-SUR-ILLET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	22 057	21 495	8,5	1.010	1.016
69	CHATEAUGIRON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	186 849	182 086	8,5	1.010	1.016
70	CHATEAUNEUF-DILLE-ET-VILAINE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	29 535	28 782	8,5	1.010	1.016
71	CHATELLIER (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 207	8 972	8,5	1.010	1.016
72	CHATILLON-EN-VENDELAIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	63 390	61 774	8,5	1.010	1.016
75	CHAUVIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	18 818	18 338	8,5	1.010	1.016
76	CHAVAGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	56 316	54 880	8,5	1.010	1.016
77	CHELUN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	11 307	11 019	8,5	1.010	1.016
78	CHERRUEIX	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	26 660	25 980	8,5	1.010	1.016
79	CHEVAIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 976	28 237	8,5	1.010	1.016
80	CINTRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	31 497	30 694	8,5	1.010	1.016
81	CLAYES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	11 020	10 739	8,5	1.010	1.016
82	COESMES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 638	23 035	8,5	1.010	1.016
84	COMBLESSAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 106	13 746	8,5	1.010	1.016
86	COMBOURTILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	45 532	44 371	8,5	1.010	1.016
87	CORNILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	76 934	74 973	8,5	1.010	1.016
88	CORPS-NUDS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	55 010	53 608	8,5	1.010	1.016
89	COUYERE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 779	8 555	8,5	1.010	1.016
90	CREVIN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	49 237	47 982	8,5	1.010	1.016
91	CROUAIS (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 834	8 609	8,5	1.010	1.016
92	CUGUEN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 864	15 460	8,5	1.010	1.016
94	DINGE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	27 265	26 570	8,5	1.010	1.016
96	DOMAGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	107 411	104 673	8,5	1.010	1.016
97	DOMALAIN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	38 162	37 189	8,5	1.010	1.016
98	DOMINELAIS (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	27 979	27 266	8,5	1.010	1.016
99	DOMLOUP	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	60 583	59 039	8,5	1.010	1.016
101	DOURDAIN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 658	19 157	8,5	1.010	1.016
102	DROUGES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	11 609	11 313	8,5	1.010	1.016
103	EANCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 955	8 727	8,5	1.010	1.016
104	EPINIAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	41 421	40 365	8,5	1.010	1.016
105	ERBREE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	82 437	80 335	8,5	1.010	1.016
106	ERCE-EN-LAMEE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 664	27 933	8,5	1.010	1.016
107	ERCE-PRES-LIFFRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 996	28 257	8,5	1.010	1.016
108	ESSE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	22 950	22 365	8,5	1.010	1.016

109	ETRELLES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	147 704	143 939	8,5	1.010	1.016
110	FEINS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 046	16 611	8,5	1.010	1.016
111	FERRE (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	13 611	13 264	8,5	1.010	1.016
112	FLEURIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	20 002	19 492	8,5	1.010	1.016
114	FORGES-LA-FORET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	4 622	4 504	8,5	1.010	1.016
116	FRESNAIS (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	39 745	38 732	8,5	1.010	1.016
117	GAEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	63 724	62 099	8,5	1.010	1.016
118	GAHARD	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	25 035	24 397	8,5	1.010	1.016
119	GENNES-SUR-SEICHE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 224	16 785	8,5	1.010	1.016
120	GEVEZE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	77 938	75 951	8,5	1.010	1.016
121	GOSNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	32 990	32 149	8,5	1.010	1.016
122	GOUESNIERE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	36 789	35 851	8,5	1.010	1.016
123	GOVEN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	62 458	60 866	8,5	1.010	1.016
124	GRAND-FOUGERAY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	120 917	117 834	8,5	1.010	1.016
127	GUIGNEN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	65 808	64 130	8,5	1.010	1.016
128	GUIPEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	29 513	28 761	8,5	1.010	1.016
130	HEDE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	40 284	39 257	8,5	1.010	1.016
132	HIREL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	25 891	25 231	8,5	1.010	1.016
133	IFFENDIC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	96 782	94 315	8,5	1.010	1.016
134	IFFS (LES)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 959	5 807	8,5	1.010	1.016
135	IRODOUER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	35 264	34 365	8,5	1.010	1.016
137	JAVENE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	133 104	129 711	8,5	1.010	1.016
138	LAINGNET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 297	16 856	8,5	1.010	1.016
139	LAILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	124 433	121 261	8,5	1.010	1.016
140	LALLEU	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 367	9 128	8,5	1.010	1.016
141	LANDAVRAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 371	8 158	8,5	1.010	1.016
142	LANDEAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 536	22 936	8,5	1.010	1.016
143	LANDUJAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 760	17 307	8,5	1.010	1.016
144	LANGAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 866	15 462	8,5	1.010	1.016
145	LANGON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	39 745	38 732	8,5	1.010	1.016
146	LANGOUET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	7 998	7 794	8,5	1.010	1.016
148	LANRIGAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	2 145	2 090	8,5	1.010	1.016
149	LASSY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	24 400	23 778	8,5	1.010	1.016
151	LEURON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 066	14 682	8,5	1.010	1.016
153	LILLEMER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 768	5 621	8,5	1.010	1.016
154	LIVRE-SUR-CHANGEON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 526	27 799	8,5	1.010	1.016
155	LOHEAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 845	15 441	8,5	1.010	1.016
156	LONGAULNAY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	10 345	10 081	8,5	1.010	1.016
157	LOROUX (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	13 907	13 552	8,5	1.010	1.016
159	LOURMAIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 813	5 665	8,5	1.010	1.016
160	LOUTEHÉL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 249	5 115	8,5	1.010	1.016
161	LOUVIGNE-DE-BAIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	96 083	93 634	8,5	1.010	1.016
163	LUITRE-DOMPIERRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	60 409	58 869	8,5	1.010	1.016
164	MARCILLE-ROUL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	45 657	44 493	8,5	1.010	1.016
165	MARCILLE-ROBERT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	18 515	18 043	8,5	1.010	1.016
166	MARPIRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	18 335	17 868	8,5	1.010	1.016
168	VAL D'ANAST	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	93 776	91 385	8,5	1.010	1.016
169	MAXENT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	25 988	25 325	8,5	1.010	1.016
170	MECE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 810	9 560	8,5	1.010	1.016
171	MEDREAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	37 112	36 166	8,5	1.010	1.016
172	MEILLAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	32 377	31 552	8,5	1.010	1.016
174	MELLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	12 594	12 273	8,5	1.010	1.016
175	MERNEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 244	18 753	8,5	1.010	1.016
176	GUIPRY-MESSAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	156 009	152 032	8,5	1.010	1.016
177	MEZIERE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	116 095	113 135	8,5	1.010	1.016
178	MEZIERES-SUR-COUESNON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	45 572	44 410	8,5	1.010	1.016
179	MINIAC-MORVAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	93 643	91 256	8,5	1.010	1.016
180	MINIAC-SOUS-BECHEREL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 915	17 458	8,5	1.010	1.016
181	MINIHIC-SUR-RANCE (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 007	27 293	8,5	1.010	1.016
183	MONDEVERT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 761	14 385	8,5	1.010	1.016
185	MONTAUTOUR	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 035	5 881	8,5	1.010	1.016
186	MONT-DOL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	21 932	21 373	8,5	1.010	1.016
187	MONTERFIL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	24 787	24 155	8,5	1.010	1.016
189	MONTGERMONT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	62 227	60 641	8,5	1.010	1.016
190	MONTHAULT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 090	5 935	8,5	1.010	1.016
191	LES PORTES DU COGLAIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	45 105	43 955	8,5	1.010	1.016
192	MONTREUIL-DES-LANDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 623	5 480	8,5	1.010	1.016
193	MONTREUIL-LE-GAST	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	29 716	28 958	8,5	1.010	1.016
194	MONTREUIL-SOUS-PEROUSE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	102 106	99 503	8,5	1.010	1.016
195	MONTREUIL-SUR-ILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	36 495	35 565	8,5	1.010	1.016
197	MOUAZE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	22 451	21 879	8,5	1.010	1.016
198	MOULINS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 331	16 889	8,5	1.010	1.016
199	MOUSSE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	4 438	4 325	8,5	1.010	1.016
200	MOUTIERS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 137	18 649	8,5	1.010	1.016
201	MUEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 731	19 228	8,5	1.010	1.016
202	NOE-BLANCHE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 403	16 959	8,5	1.010	1.016
203	NOUAYE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 279	5 144	8,5	1.010	1.016
204	NOUVOITOU	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	50 048	48 772	8,5	1.010	1.016
205	NOYAL-SOUS-BAZOUGES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 763	9 514	8,5	1.010	1.016
208	ORGERES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	68 796	67 042	8,5	1.010	1.016
211	PAIMPONT	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	41 989	40 919	8,5	1.010	1.016
212	PANCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	39 379	38 375	8,5	1.010	1.016
214	PARCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 076	14 692	8,5	1.010	1.016
215	PARIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	26 418	25 745	8,5	1.010	1.016
216	PARTHENAY-DE-BRETAGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	21 754	21 199	8,5	1.010	1.016
217	PERTRE (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	172 844	168 438	8,5	1.010	1.016
218	PETIT-FOUGERAY (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	13 094	12 760	8,5	1.010	1.016
219	PIPRIAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	88 669	86 409	8,5	1.010	1.016
220	PIRE-CHANCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	57 545	56 078	8,5	1.010	1.016
221	PLECHATEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	68 043	66 308	8,5	1.010	1.016
222	PLEINE-FOUGERES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	46 215	45 037	8,5	1.010	1.016
223	PLELAN-LE-GRAND	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	105 605	102 913	8,5	1.010	1.016
224	PLERGUER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	59 272	57 761	8,5	1.010	1.016
225	PLESDER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 905	14 525	8,5	1.010	1.016
226	PLEUGUENEUC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	87 861	85 621	8,5	1.010	1.016
227	PLEUMELEUC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	88 278	86 028	8,5	1.010	1.016
229	POCE-LES-BOIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	21 988	21 427	8,5	1.010	1.016
230	POILLEY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	16 835	16 406	8,5	1.010	1.016
231	POLIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 080	22 492	8,5	1.010	1.016

232	PRINCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	7 391	7 203	8,5	1.010	1.016
233	QUEBRIAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	35 360	34 459	8,5	1.010	1.016
234	QUEDILLAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	25 825	25 167	8,5	1.010	1.016
235	RANNEE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 963	19 454	8,5	1.010	1.016
237	RENAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 527	17 080	8,5	1.010	1.016
242	RIMOU	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	7 312	7 126	8,5	1.010	1.016
243	ROMAGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	38 393	37 414	8,5	1.010	1.016
244	ROMAZY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 188	5 056	8,5	1.010	1.016
245	ROMILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	63 808	62 181	8,5	1.010	1.016
246	ROZ-LANDRIEUX	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 010	22 423	8,5	1.010	1.016
247	ROZ-SUR-COUESNON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	32 588	31 757	8,5	1.010	1.016
248	SAINS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 192	8 958	8,5	1.010	1.016
249	SAINTE-ANNE-SUR-VILAINE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 730	17 278	8,5	1.010	1.016
250	SAINT-ARMEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	34 955	34 064	8,5	1.010	1.016
251	SAINT-AUBIN-D'AUBIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	71 703	69 875	8,5	1.010	1.016
252	SAINT-AUBIN-DES-LANDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	54 242	52 859	8,5	1.010	1.016
253	SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	86 351	84 150	8,5	1.010	1.016
255	SAINT-BENOIT-DES-ONDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 504	19 007	8,5	1.010	1.016
257	MAEN ROCH	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	335 647	327 090	8,5	1.010	1.016
258	SAINT-BRIEUC-DES-IFFS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 295	8 084	8,5	1.010	1.016
259	SAINT-BROLADRE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	27 150	26 458	8,5	1.010	1.016
260	SAINT-CHRISTOPHE-DES-BOIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 938	8 710	8,5	1.010	1.016
261	SAINT-CHRISTOPHE-DE-VALAINS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	3 578	3 487	8,5	1.010	1.016
262	SAINTE-COLOMBE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 719	6 548	8,5	1.010	1.016
263	SAINT-COULOMB	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	57 683	56 212	8,5	1.010	1.016
264	SAINT-DIDIER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	29 394	28 645	8,5	1.010	1.016
265	SAINT-DOMINEUC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	41 491	40 433	8,5	1.010	1.016
266	SAINT-ERBLON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	52 986	51 635	8,5	1.010	1.016
268	SAINT-GANTON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 563	6 396	8,5	1.010	1.016
270	SAINT-GEORGES-DE-GREHAIGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	35 467	34 563	8,5	1.010	1.016
271	SAINT-GEORGES-DE-REINTEMBault	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	32 025	31 209	8,5	1.010	1.016
272	SAINT-GERMAIN-DU-PINEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 303	13 938	8,5	1.010	1.016
273	SAINT-GERMAIN-EN-COGLES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	78 885	76 874	8,5	1.010	1.016
274	SAINT-GERMAIN-SUR-ILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 412	15 019	8,5	1.010	1.016
276	SAINT-GONDRAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	7 971	7 768	8,5	1.010	1.016
277	SAINT-GONLAY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	7 210	7 026	8,5	1.010	1.016
279	SAINT-GUINOUX	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 794	19 289	8,5	1.010	1.016
280	SAINT-HILAIRE-DES-LANDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 145	18 657	8,5	1.010	1.016
282	RIVES-DU-COUESNON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	51 084	49 782	8,5	1.010	1.016
283	SAINT-JEAN-SUR-VILAINE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	21 108	20 570	8,5	1.010	1.016
284	SAINT-JOUAN-DES-GUERETS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	94 627	92 215	8,5	1.010	1.016
285	SAINT-JUST	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 726	17 274	8,5	1.010	1.016
286	SAINT-LEGER-DES-PRES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 111	4 981	8,5	1.010	1.016
289	SAINT-MALO-DE-PHILY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	20 145	19 631	8,5	1.010	1.016
290	SAINT-MALON-SUR-MEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	12 558	12 238	8,5	1.010	1.016
291	SAINT-MARCAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 482	8 266	8,5	1.010	1.016
292	SAINT MARC LE BLANC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	29 907	29 145	8,5	1.010	1.016
294	SAINTE-MARIE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	46 525	45 339	8,5	1.010	1.016
295	SAINT-MAUGAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	8 298	8 086	8,5	1.010	1.016
296	SAINT-MEDARD-SUR-ILLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 314	22 720	8,5	1.010	1.016
299	SAINT-MELOIR-DES-ONDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	108 430	105 666	8,5	1.010	1.016
300	SAINT-M'HERVE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	24 728	24 098	8,5	1.010	1.016
302	SAINT-ONEN-LA-CHAPELLE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	65 038	63 380	8,5	1.010	1.016
304	SAINT-OUEN-DES-ALLEUX	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	21 356	20 812	8,5	1.010	1.016
305	SAINT-PERAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 663	5 519	8,5	1.010	1.016
306	SAINT-PERE-MARC-EN-POULET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	36 987	36 044	8,5	1.010	1.016
307	SAINT-PERN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 846	28 111	8,5	1.010	1.016
308	MESNIL-ROCH	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	76 769	74 812	8,5	1.010	1.016
309	SAINT-REMY-DU-PLAIN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 390	14 023	8,5	1.010	1.016
310	SAINT-SAUVEUR-DES-LANDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	56 208	54 775	8,5	1.010	1.016
311	SAINT-SEGLIN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 836	9 585	8,5	1.010	1.016
312	SAINT-SENOUX	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 916	28 179	8,5	1.010	1.016
314	SAINT-SULIAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	22 573	21 998	8,5	1.010	1.016
315	SAINT-SULPICE-LA-FORET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 370	22 774	8,5	1.010	1.016
316	SAINT-SULPICE-DES-LANDES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	13 774	13 423	8,5	1.010	1.016
317	SAINT-SYMPHORIEN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	10 609	10 339	8,5	1.010	1.016
318	SAINT-THUAL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 134	13 774	8,5	1.010	1.016
319	SAINT-THURIAL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	35 198	34 301	8,5	1.010	1.016
320	SAINT-UNIAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 553	9 309	8,5	1.010	1.016
321	SAULNIERES	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	11 608	11 312	8,5	1.010	1.016
322	SEL-DE-BRETAGNE (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 848	15 444	8,5	1.010	1.016
324	SELLE-EN-LUITRE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	104 638	101 970	8,5	1.010	1.016
325	SELLE-GUERCHAISE (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	2 814	2 742	8,5	1.010	1.016
326	SENS-DE-BRETAGNE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	48 079	46 853	8,5	1.010	1.016
327	SERVON-SUR-VILAINE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	329 789	321 382	8,5	1.010	1.016
328	SIXT-SUR-AFF	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	47 494	46 283	8,5	1.010	1.016
329	SOUGEAL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	9 836	9 585	8,5	1.010	1.016
330	TALLIS	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 145	22 555	8,5	1.010	1.016
331	TALENSAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	36 190	35 267	8,5	1.010	1.016
332	TEILLAY	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	17 489	17 043	8,5	1.010	1.016
333	THEIL-DE-BRETAGNE (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	35 597	34 690	8,5	1.010	1.016
335	THOURIE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 745	15 344	8,5	1.010	1.016
336	TIERCENT (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	3 213	3 131	8,5	1.010	1.016
337	TINTENIAC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	197 576	192 539	8,5	1.010	1.016
338	TORCE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	143 596	139 935	8,5	1.010	1.016
339	TRANS-LA-FORET	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	11 619	11 323	8,5	1.010	1.016
340	TREFFENDEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	23 385	22 789	8,5	1.010	1.016
342	TREMEHEUC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	5 961	5 809	8,5	1.010	1.016
343	TRESBOEUF	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 778	19 274	8,5	1.010	1.016
345	TREVERIEN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	14 068	13 709	8,5	1.010	1.016
346	TRIMER	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	3 293	3 209	8,5	1.010	1.016
347	VAL-D'IZE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	54 307	52 923	8,5	1.010	1.016
350	VERGEAL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	12 165	11 855	8,5	1.010	1.016
351	VERGER (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	18 616	18 141	8,5	1.010	1.016
354	VIEUX-VIEL	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 611	6 442	8,5	1.010	1.016
355	VIEUX-VY-SUR-COUESNON	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	31 316	30 518	8,5	1.010	1.016
356	VIGNOC	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	39 724	38 711	8,5	1.010	1.016
357	VILLAMEE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	6 459	6 294	8,5	1.010	1.016
358	VILLE-ES-NOAIS (LA)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	19 376	18 882	8,5	1.010	1.016

359	VISSEICHE	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	15 583	15 186	8,5	1.010	1.016
361	VIVIER-SUR-MER (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	28 435	27 710	8,5	1.010	1.016
362	TRONCHET (LE)	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	24 605	23 978	8,5	1.010	1.016
363	PONT-PEAN	200050425	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35	46 225	45 047	8,5	1.010	1.016
1	ACIGNE			126 510	122 678	8,5	1.015	1.016
6	ARGENTRE-DU-PLESSIS			113 214	103 326	8	1.015	1.016
12	BAIN-DE-BRETAGNE			192 950	176 099	8	1.015	1.016
24	BETTON			221 151	201 837	8	1.015	1.016
40	BRETEIL			66 542	64 526	8,5	1.015	1.016
47	BRUZ			373 582	362 265	8,5	1.015	1.016
49	CANCALE			206 783	188 724	8	1.015	1.016
51	CESSON-SEVIGNE			522 947	507 105	8,5	1.015	1.016
55	CHANTEPIE			175 502	170 185	8,5	1.015	1.016
59	CHAPELLE-DES-FOUGERETZ (LA)			85 436	77 974	8	1.015	1.016
66	CHARTRES-DE-BRETAGNE			118 704	115 108	8,5	1.015	1.016
68	CHATEAUBOURG			159 814	154 973	8,5	1.015	1.016
85	COMBOURG			159 069	145 177	8	1.015	1.016
93	DINARD			308 976	299 616	8,5	1.015	1.016
95	DOL-DE-BRETAGNE			161 305	147 217	8	1.015	1.016
115	FOUGERES			384 834	373 176	8,5	1.015	1.016
125	GUERCHE-DE-BRETAGNE (LA)			128 061	116 877	8	1.015	1.016
126	GUICHEN			209 987	203 626	8,5	1.015	1.016
131	HERMITAGE (L')			77 768	75 412	8,5	1.015	1.016
136	JANZE			206 637	141 443	6	1.015	1.016
150	LECOUSSE			90 685	87 938	8,5	1.015	1.016
152	LIFFRE			182 509	176 980	8,5	1.015	1.016
162	LOUVIGNE-DU-DESERT			98 666	67 537	6	1.015	1.016
167	MARTIGNE-FERCHAUD			82 818	80 309	8,5	1.015	1.016
173	MELESSE			144 661	132 027	8	1.015	1.016
184	MONTAUBAN-DE-BRETAGNE			144 482	140 105	8,5	1.015	1.016
188	MONTFORT-SUR-MEU			133 082	121 459	8	1.015	1.016
196	MORDELLES			154 344	149 668	8,5	1.015	1.016
206	NOYAL-CHATILLON-SUR-SEICHE			156 064	151 336	8,5	1.015	1.016
207	NOYAL-SUR-VILAINE			120 048	109 564	8	1.015	1.016
210	PACE			253 215	245 544	8,5	1.015	1.016
228	PLEURUIT			140 942	136 672	8,5	1.015	1.016
236	REDON			239 961	232 692	8,5	1.015	1.016
238	RENNES			3 490 573	3 384 831	8,5	1.015	1.016
239	RETIERS			107 827	98 410	8	1.015	1.016
240	RHEU (LE)			171 105	165 922	8,5	1.015	1.016
241	RICHARDAIS (LA)			65 858	63 863	8,5	1.015	1.016
256	SAINT-BRIAC-SUR-MER			102 024	93 114	8	1.015	1.016
275	SAINT-GILLES			97 752	94 791	8,5	1.015	1.016
278	SAINT-GREGOIRE			272 293	264 044	8,5	1.015	1.016
281	SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE			221 675	151 736	6	1.015	1.016
287	SAINT-LUNAIRE			88 653	85 967	8,5	1.015	1.016
288	SAINT-MALO			1 273 774	1 235 187	8,5	1.015	1.016
297	SAINT-MEEN-LE-GRAND			119 128	115 519	8,5	1.015	1.016
334	THORIGNE-FOUILLARD			134 327	130 258	8,5	1.015	1.016
352	VERN-SUR-SEICHE			170 367	165 206	8,5	1.015	1.016
353	VEZIN-LE-COQUET			89 678	81 846	8	1.015	1.016
360	VITRE			387 001	353 202	8	1.015	1.016

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2023-09-15-00010

Arrêté relatif à la part départementale de
l'accise sur l'électricité- année 2023



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
relatif à la part départementale de l'accise sur l'électricité – année 2023**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu l'article 54 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

Vu le décret n° 2022-129 du 4 février 2022 relatif à la part communale et à la part départementale de l'accise sur l'électricité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Arnaud SORGE, Secrétaire général adjoint de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

CONSIDÉRANT l'article D. 3333-2 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le montant de la part départementale de l'accise sur l'électricité est notifié aux collectivités concernées par arrêté du préfet, à partir des éléments de calcul établis par la direction générale des finances publiques ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général adjoint de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Au titre de l'année 2023, le montant de la part départementale de l'accise sur l'électricité alloué au département d'Ille-et-Vilaine est de treize millions deux cent trente mille cinq cent vingt euros (13 230 520 €).

Article 2 : La formule de calcul de la part départementale allouée au titre de l'année 2023 conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 est la suivante :

Montant de l'accise N	=	Montant de l'accise N-1	◇	Quantité d'électricité fournie_{N-2}	◇	Variation de l'IPC
				Quantité d'électricité fournie_{N-3}		

Le montant de l'accise N-1 est de 11 956 370 €.

Les quantités d'électricité fournie se sont élevées à 6493666849 en N-2 et à 6179321735 en N-3.

La variation de l'IPC s'est élevée à 1.053.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif ou par voie dématérialisée sur le site www.citoyens.telerecours.fr dans le délai de 2 mois à compter de la publication de cet arrêté.

Article 4 : Le préfet d'Ille-et-Vilaine et le directeur départemental des finances publiques d'Ille-et-Vilaine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et dont copie sera adressée aux collectivités bénéficiaires.

Fait à Rennes, le **15 SEP. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général par intérim

Arnaud SORGE

Tél : 0800 71 36 35
www.ille-et-vilaine.gouv.fr
81 boulevard d'Armorique, 35026 Rennes Cedex 9

Rectorat de Rennes

35-2023-09-26-00002

arrêté rectoral-nomination membres de la
commission de contrôle des opérations
électorales - conseils EPSCP région académique
Bretagne



**ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES
DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES OPERATIONS ELECTORALES (CCOE)
POUR LA REPRESENTATION DES PERSONNELS ET DES ETUDIANTS AUX CONSEILS
DES ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE SCIENTIFIQUE, CULTUREL ET
PROFESSIONNEL DE LA REGION ACADEMIQUE BRETAGNE**

**Le Recteur de la région académique Bretagne,
Recteur de l'académie de Rennes,
Chancelier des universités**

VU le code de l'éducation, notamment les articles D. 719-38 à D. 719-40 ;

VU l'arrêté rectoral du 23 mai 2022 portant nomination des membres de la commission de contrôle des opérations électorales (CCOE) pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de la région académique Bretagne ;

VU la décision du président du tribunal administratif de Rennes du 1^{er} septembre 2023 désignant Mme Christine GRENIER, en qualité de présidente titulaire et M. RADUREAU, en qualité de président suppléant de la commission de contrôle des opérations électorales pour la représentation des personnels et étudiants aux conseils des EPSCP de la région académique Bretagne ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

Une commission de contrôle des opérations électorales pour la représentation des personnels et étudiants aux conseils des EPSCP est instituée au sein de la région académique Bretagne. Elle est composée comme suit :

Mme Christine GRENIER, vice-présidente en fonction au tribunal administratif de Rennes, Présidente titulaire ;

M. Christophe RADUREAU, vice-président en fonction au tribunal administratif de Rennes, Président suppléant ;

M. Alan LE ROUX, Chef de la Division de l'enseignement supérieur du rectorat de la région académique Bretagne, attaché principal de l'administration de l'Etat, représentant le Recteur de la région académique Bretagne, Chancelier des universités ;

Mme Evelyne LELOUP, greffière en chef adjointe au tribunal administratif de Rennes, assesseur ;

Mme Véronique SAINT-MLEUX, Chargée du contrôle de légalité et de l'accompagnement juridique des établissements d'enseignement supérieur à la Division de l'enseignement supérieur du rectorat de la région académique Bretagne, attachée principale d'administration de l'Etat, assesseur ;



**RÉGION ACADÉMIQUE
BRETAGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECTORAT

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté rectoral du 23 mai 2022 susvisé.

Il entre en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Ille et Vilaine.

Le présent arrêté sera notifié aux membres susnommés et au Président du tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 3 :

La secrétaire générale de la région académique Bretagne est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le 26.09.23

Emmanuel ETHIS

L'autorité académique :
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes par l'application Internet Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois, à compter de sa publication,
Parvenu en préfecture le 27.09.2023 ;